

Dispositif de formation TRAINING TV à la lutte contre le blanchiment

Modules disponibles de suite :

1 - UNE PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSEE

Qui est-elle ? Comment la reconnaître ?
Quelles PPE surveiller ?
Autorisation d'entrée en relation
Contenu du profil client

2 – VIREMENTS DE FOND HORS CE

Virements internes à la Communauté européenne
Virements externes à la CE
Informations complètes sur le donneur d'ordre
Action vis-à-vis des banques récalcitrantes
Cas de rejet systématique des virements reçus incomplets
Obligation de déclaration à Tracfin

3- COMMENT IDENTIFIER LE CLIENT PARTICULIER

Les documents d'identification
Nature des informations à recueillir
Validation des informations recueillies
Le profil du client

4 - ENTREE EN RELATION A DISTANCE

Les risques encourus
Les exigences en matière d'entrée en relation à distance
L'identification par les tiers, nature, conditions à appliquer...

5 – OUVERTURE D' UN COMPTE ENTREPRISE

Activités (secteur économique)
Chiffre d'affaires (principaux clients, principaux fournisseurs, importations, exportations, zones géographiques d'activité)
Bilan actif-passif, hors bilan

6- LE CONTROLE DES CHEQUES

Programme de surveillance / compte rendu
Chèques étrangers – Correspondent Banking –
Convention LAB
Chèques domestiques (EIC)
Indicateurs d'alerte
ONC Article 10 CRBF
Chèque des clients déclarés à TRACFIN

7- LA TROISIEME DIRECTIVE EUROPEENNE

Approche risque
Vigilance renforcée
Mesures simplifiées de vigilance
Classement client/produit/pays
Personnes politiquement exposées
Recherche systématique de l'ADE

8 DISPOSITIF DE LUTTE ANTI-BLANCHIMENT (LAB) SUR LE POSTE DE TRAVAIL

Disponibilité de procédures LAB
Formation LAB / fonction : sensibilisation / perfectionnement / mises à jour

Modules disponibles octobre/novembre/décembre 2009 suivant sortie des décrets d'application :

9 - OBLIGATIONS DE GEL DES AVOIRS

Opérations concernées
Listes des personnes soumises à sanction
Destination des fonds
Déclarations Tracfin et Direction du Trésor

10 – EXEMPLES DE SECTEURS ECONOMIQUES A RISQUE ELEVE DE BLANCHIMENT

Activités commerciales donnant lieu à paiements en espèces
Diamantaires, objets précieux
Antiquités, œuvres d'art
Casinos et jeux, jeux en ligne
Confection
Bâtiments et travaux publics
Recherche et exploration pétrolière
Change manuel
Promotion immobilière de loisirs

11- LES PRODUITS FINANCIERS et OPERATIONS A RISQUE ELEVE

Opérations en espèces
Produits complexes
Opérations internationales
Chèques
Virements
Transfert de titres
Opérations Monéo

12 - LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Alertes permettant de détecter les risques
Secteurs économiques les plus exposés
Travail dissimulé et circuits clandestins d'immigration

13 - LA LUTTE CONTRE LA CONTREFAÇON

Principaux produits concernés
Pays à risque
Détection des opérations

14 - LES DELITS D'INITIÉS

Les différents types d'infraction
La déclaration à l'AMF
Délit d'initié et délit de blanchiment

15- LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Corruption active
Corruption passive
Pays à risque (OCDE, Transparency International)

16 - LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Fraude interne, fraude externe
Fraude aux intérêts financiers des CE
Fraude fiscale
Fraude et blanchiment

17 - CAS DE DECLARATION DE SOUPÇON

Stupéfiants
Activités criminelles organisées
Corruption
Fraude aux intérêts des communautés européennes
Financement du terrorisme
Doute sur l'identité véritable de l'ADE
Présence d'un fond fiduciaire dans une chaîne d'opérations
Evolution future 3ème directive

18 - LES OBLIGATIONS DE CONSIGNATION

Opérations importantes complexes inhabituelles
Informations obligatoires sur les parties en présence
Justification économique des opérations

19 - LES NON RESIDENTS

Risques particuliers aux non-résidents
Versements d'espèces sur comptes de NR
Le contrôle de l'argent liquide frontières de l'UE / France

20 - LES ASSOCIATIONS

Différents types d'association
Risques spécifiques aux associations
Points de contrôle à effectuer
Décisions d'interdiction